

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

F. 2005 — 412

[C — 2005/00055]

21 DECEMBRE 2004. — Arrêté royal portant exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 3, § 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mars 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 27 mai 2004;

Vu l'avis 37.636/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 septembre 2004, en application de l'article 84, premier alinéa, 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En exécution de l'article 3, § 3, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, A.S.T.R.I.D. est habilité par la présente à fournir des services sur base commerciale tels que définis à l'article 2, pour autant que ces services ne nuisent pas à ses missions de service public et n'entraînent pas de distorsion de concurrence.

Art. 2. Les services fournis par A.S.T.R.I.D. dans le cadre du présent arrêté concernent des services proposés à un "groupe fermé d'utilisateurs" tel que défini à l'article 68 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Art. 3. Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

N. 2005 — 412

[C — 2005/00055]

21 DECEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 3, § 3, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 maart 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 mei 2004;

Gelet op het advies 37.636/2 van de Raad van State, gegeven op 20 september 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^{er}, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In uitvoering van artikel 3, § 3, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, wordt A.S.T.R.I.D. hierbij gemachtigd diensten op commerciële basis, zoals gedefinieerd in artikel 2, te verstrekken voorzover deze geen afbreuk doen aan haar taken van openbare dienstverlening en dit geen verstoring van de mededinging met zich meebrengt.

Art. 2. De diensten die A.S.T.R.I.D. verstrekt binnen het kader van huidig besluit betreffen diensten aangeboden aan een "gesloten gebruikersgroep" zoals bepaald in artikel 68 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Art. 3. Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

F. 2005 — 413

[C — 2005/00056]

27 DECEMBRE 2004. — Arrêté royal modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 3, § 3;

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, modifiée par la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, notamment l'article 26;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

N. 2005 — 413

[C — 2005/00056]

27 DECEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, gewijzigd bij de wet van 30 oktober 1998, betreffende de euro, inzonderheid op artikel 26;

Vu la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, modifiée par la loi du 2 août 2002, modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes, dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, notamment les articles 33 et 54;

Vu l'annexe de l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D., notamment l'article 35 modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 1999 et l'arrêté royal du 10 janvier 2002;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2003 fixant certaines attributions ministérielles;

Vu la décision du conseil d'administration du 28 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 20 juin 2003;

Considérant que la société de droit public A.S.T.R.I.D. a créé en son sein un comité de direction et doit dès lors se conformer à la loi du 2 août 2002, modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes, dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, particulièrement ses articles 33 et 54, sous peine de voir son comité de direction supprimé;

Vu l'avis 37.635 du Conseil d'Etat, donné le 20 septembre 2004, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 mai 2003, conformément à l'article 24 des statuts et à l'article 558 du Code des sociétés;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de l'annexe à l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D., les mots « les lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « le Code des Sociétés ».

Art. 2. Dans l'article 6, deuxième alinéa de l'annexe au même arrêté royal, les mots « les lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « le Code des Sociétés ».

Art. 3. Dans l'article 8, cinquième alinéa de l'annexe au même arrêté royal, les mots « article 1854 du Code civil » sont remplacés par les mots « article 31 du Code des Sociétés ».

Art. 4. L'article 9, deuxième alinéa, de l'annexe au même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante: « le montant total des emprunts garantis par l'Etat, en principal restant à rembourser, ne peut à aucun moment excéder cent onze millions cinq cent cinquante-deux mille quatre-vingt-six euros et dix cents (111.552.086,10 EUR). Pour le calcul de ce plafond, conformément à l'article 212, § 2, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, les cours définis ci-après sont applicables à titre supplétif aux opérations de conversion entre l'euro et les devises (telles que définies dans l'article 212, § 1^{er}, de la même loi), et vice versa : 1° les cours indicatifs de l'euro publiés par la Banque centrale européenne; 2° Les cours indicatifs de l'euro que la Banque nationale de Belgique publie, sur la base des données les plus représentatives, pour les devises qui sont activement traitées en Belgique et dont la Banque centrale européenne ne publierait pas de cours indicatifs ».

Art. 5. L'article 13, deuxième alinéa, de l'annexe au même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante: « Le conseil peut créer, dans ou hors de son sein, un comité de direction dont il détermine la composition, les pouvoirs et le mode de fonctionnement. Le conseil déterminera également les conditions de désignation et de révocation des membres du comité de direction, ainsi que leur rémunération et la durée de leur mission, et ce en vertu de l'article 524bis du Code des Sociétés. Le conseil peut en outre constituer, dans ou hors de son sein, tout comité consultatif ou technique. »

Art. 6. Dans l'article 21, premier alinéa, de l'annexe au même arrêté royal, les mots « et du Ministre des Entreprises publiques » sont insérés entre les mots « du Ministre de l'Intérieur » et « et, pour les décisions ».

Gelet op de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, inzonderheid op artikelen 33 en 54;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D., inzonderheid op artikel 35 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juli 1999 en het koninklijk besluit van 10 januari 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 2003 tot vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van 28 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 juni 2003;

Overwegende dat de vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D. in haar midden een directiecomité heeft opgericht en zich bijgevolg moet schikken naar de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, inzonderheid op zijn artikelen 33 en 54, op straffe van de opheffing van rechtswege van haar directiecomité;

Gelet op het advies 37.635 van de Raad van State, gegeven op 20 september 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van 13 mei 2003, overeenkomstig artikel 24 van de statuten en artikel 558 van het Wetboek van vennootschappen;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D. worden de woorden « de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen » vervangen door de woorden « het Wetboek van Vennootschappen ».

Art. 2. In artikel 6, tweede lid van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen » vervangen door de woorden « het Wetboek van Vennootschappen ».

Art. 3. In artikel 8, vijfde lid van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « artikel 1854 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « artikel 31 van het Wetboek van Vennootschappen ».

Art. 4. Artikel 9, tweede lid van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling: « Het totaalbedrag van de leningen onder Staatswaarborg, in nog uitstaande hoofdsom, mag op geen enkel ogenblik honderd en elf miljoen vijfhonderd tweënvijftig duizend zesentachtig euro en tien cent (111.552.086,10 EUR) overschrijden. Voor de berekening van dit plafond zijn, overeenkomstig artikel 212, § 2, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, de hierna bepaalde koersen op aanvullende wijze van toepassing op de omrekeningsoperaties tussen de euro en de deviezen (zoals gedefinieerd in artikel 212, § 1, van dezelfde wet), en vice versa: 1° de indicatieve koersen van de euro die worden gepubliceerd door de Europese Centrale Bank; 2° de indicatieve koersen van de euro die de Nationale Bank van België publiceert op basis van de meest representatieve gegevens, voor de deviezen die actief worden verhandeld in België en waarvoor de Europese Centrale Bank geen indicatieve koers publiceert ».

Art. 5. Artikel 13, tweede lid, van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling: « De raad kan in of buiten zijn midden een directiecomité oprichten waarvan hij de samenstelling, de bevoegdheden en de werkwijze bepaalt. De raad bepaalt eveneens de voorwaarden voor de aanstelling en het ontslag van de leden van het directiecomité, evenals hun bezoldiging en de duur van hun opdracht, en dit op grond van artikel 524bis van het Wetboek van Vennootschappen. De raad kan bovendien in of buiten zijn midden raadgevende of technische comités oprichten. »

Art. 6. In artikel 21, eerste lid, van de bijlage van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « en van de Minister van Overheidsbedrijven » ingevoegd tussen de woorden « de Minister van Binnenlandse Zaken » en de woorden « en, wat beslissingen ».

Art. 7. Dans l'article 24 de l'annexe au même arrêté royal, les mots « les lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « le Code des Sociétés ».

Art. 8. Dans l'article 26, deuxième alinéa de l'annexe au même arrêté royal, les mots « au moins huit jours avant l'assemblée » sont remplacés par les mots « au moins quinze jours avant l'assemblée ».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 décembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Art. 7. In artikel 24 van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « gecoördineerde wetten op handelsvennootschappen » vervangen door de woorden « het Wetboek van Vennootschappen ».

Art. 8. In artikel 26 tweede lid van de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « ten minste acht dagen vóór de vergadering » vervangen door de woorden « ten minste vijftien dagen vóór de vergadering ».

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 december 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 414

[C — 2005/35127]

10 DECEMBER 2004. — **Besluit van de Vlaamse Regering tot bepaling van de lijst van onroerende goederen die in beheer worden gegeven aan het extern verzelfstandigd agentschap Waterwegen en Zeekanaal, respectievelijk aan het extern verzelfstandigd agentschap De Scheepvaart**

De Vlaamse Regering,

Gelet op het besluit van 19 november 2004 van de Vlaamse Regering betreffende de rechtsopvolging naar aanleiding van de omzetting van de Dienst voor de Scheepvaart in een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap De Scheepvaart, en, naar aanleiding van de kwalificatie van de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen waarvan de naam wordt gewijzigd in Waterwegen en Zeekanaal als publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap, inzonderheid op de artikelen 2, § 1 en 3, § 1;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De lijst, gevoegd als bijlage I bij dit besluit, bevat de onroerende goederen die op basis van artikel 2, § 1, van het besluit van 19 november 2004 van de Vlaamse Regering betreffende de rechtsopvolging naar aanleiding van de omzetting van de Dienst voor de Scheepvaart in een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap De Scheepvaart, en, naar aanleiding van de kwalificatie van de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen waarvan de naam wordt gewijzigd in Waterwegen en Zeekanaal als publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap, in beheer worden gegeven aan het extern verzelfstandigd agentschap Waterwegen en Zeekanaal.

§ 2. De lijst, gevoegd als bijlage II bij dit besluit, bevat de onroerende goederen die op basis van artikel 3, § 1 van het besluit van 19 november 2004 van de Vlaamse Regering betreffende de rechtsopvolging naar aanleiding van de omzetting van de Dienst voor de Scheepvaart in een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap De Scheepvaart, en, naar aanleiding van de kwalificatie van de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen waarvan de naam wordt gewijzigd in Waterwegen en Zeekanaal als publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap, in beheer worden gegeven aan het extern verzelfstandigd agentschap De Scheepvaart.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2005.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 december 2004.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
Y. LETERME

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,
K. PEETERS